



Cahier Spécial des Charges

MOR 180601T-10047

Marché de Services relatif à la réalisation d'une étude de faisabilité du **Centre régional d'Orientation et d'Accompagnement des Migrants COAM**

Code Navision : MOR 180601T

**Toute offre devra nous parvenir au plus tard le 14 décembre 2022**

## Table des matières

<b>Table des matières.....</b>	<b>2</b>
<b>1. Généralités .....</b>	<b>5</b>
1.1. Dérogations aux règles générales d'exécution .....	5
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	5
1.3. Cadre institutionnel d'Enabel.....	5
1.4. Règles régissant le marché.....	6
1.5. Définitions .....	7
1.6. Confidentialité.....	8
1.6.1. Traitement des données à caractère personnel .....	8
1.6.2. Confidentialité.....	8
1.7. Obligations déontologiques .....	8
1.8. Droit applicable et tribunaux compétents .....	9
<b>2. Objet et portée du marché .....</b>	<b>10</b>
2.1. Nature du marché .....	10
2.2. Objet du marché .....	10
2.3. Lots .....	10
2.4. Postes .....	10
2.5. Durée du marché.....	10
2.6. Variantes .....	10
2.7. Quantité .....	11
<b>3. Procédure .....</b>	<b>11</b>
3.1. Mode de passation.....	11
3.2. Publication.....	11
3.3. Information .....	11
3.4. Offre .....	11
3.4.1. Données à mentionner dans l'offre .....	11
3.4.2. Durée de validité de l'offre .....	12
3.4.3. Détermination des prix .....	12
3.4.4. Eléments inclus dans le prix .....	12
3.4.5. Introduction des offres.....	12
3.4.6. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite.....	13
3.5. Sélection des soumissionnaires .....	13
3.5.1. Motifs d'exclusion .....	13
3.5.2. Critères de sélection.....	14

3.6.	Evaluation des offres.....	15
3.6.1.	Aperçu de la procédure.....	15
3.6.2.	Critères d’attribution.....	16
3.6.3.	Cotation finale.....	16
3.6.4.	Attribution du marché.....	16
3.6.5.	Conclusion du contrat.....	16
<b>4.</b>	<b>Dispositions contractuelles particulières.....</b>	<b>17</b>
4.1.	Fonctionnaire dirigeant (art. 11).....	17
4.2.	Sous-traitants (art. 12 à 15).....	17
4.3.	Confidentialité (art. 18).....	18
4.4.	Protection des données personnelles.....	19
4.4.1.	Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur.....	19
4.4.2.	Traitement des données personnelles par l’adjudicataire.....	19
4.5.	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	19
4.6.	Cautionnement (art.25 à 33).....	19
4.7.	Conformité de l’exécution (art. 34).....	21
4.8.	Modifications du marché (art. 37 à 38/19).....	21
4.8.1.	Remplacement de l’adjudicataire (art. 38/3).....	21
4.8.2.	Révision des prix (art. 38/7).....	21
4.8.3.	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l’adjudicateur durant l’exécution (art. 38/12).....	21
4.8.4.	Circonstances imprévisibles.....	22
4.9.	Réception technique préalable (art. 42).....	22
4.10.	Modalités d’exécution (art. 146 es).....	22
4.10.1.	Conflits d’intérêts (art. 145).....	22
4.10.2.	Délais et clauses (art. 147).....	22
4.10.3.	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149).....	22
4.10.4.	Égalité des genres.....	22
4.10.5.	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	23
4.11.	Vérification des services (art. 150).....	23
4.12.	Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153).....	23
4.13.	Moyens d’action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155).....	23
4.13.1.	Défaut d’exécution (art. 44).....	24
4.13.2.	Amendes pour retard (art. 46 et 154).....	24
4.13.3.	Mesures d’office (art. 47 et 155).....	24
4.14.	Fin du marché.....	25

4.14.1.	Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156) .....	25
4.14.2.	Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160) .....	25
4.14.3.	Litiges (art. 73).....	26
<b>5.</b>	<b>Termes de référence .....</b>	<b>27</b>
5.1.	Contexte global .....	27
5.2.	Le projet DEPOMI.....	28
5.3.	Description des prestations .....	28
5.3.1.	Objectifs de la mission .....	28
5.3.2.	Résultats attendus.....	29
5.3.3.	Prestations à fournir.....	30
5.3.4.	Phasage de la mission et livrables.....	31
5.3.5.	Méthodologie.....	31
5.3.6.	Déroulement et suivi de la mission.....	32
5.4.	Profils recherchés.....	32
<b>6.</b>	<b>Formulaires.....</b>	<b>33</b>
6.1.	Fiche d'identification.....	33
6.1.1.	Personne physique .....	33
6.1.2.	Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	34
6.1.3.	Entité de droit public.....	35
6.2.	Formulaire d'offre – Prix .....	36
6.3.	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires .....	37
6.4.	Déclaration sur l'honneur (article67. § 1 <sup>er</sup> de la loi du 17 juin 2016) .....	39
6.5.	Récapitulatif des documents à remettre .....	41

# 1. Généralités

## 1.1. Dérogations aux règles générales d'exécution

Le chapitre 4, Conditions contractuelles et administratives particulières du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé aux articles 26 et 27 (cautionnement) des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013).

## 1.2. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel-Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Monsieur Abderrahmane EL BHIOUI, Intervention Manager DEPOMI.

## 1.3. Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement<sup>1</sup> ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Agence Belge de développement » sous la forme d'une société de droit public<sup>2</sup> ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de l'agence Belge de développement et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017 ;
- le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003<sup>3</sup>, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la

<sup>1</sup> M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

<sup>2</sup> M.B. du 1er juillet 1999.

<sup>3</sup> M.B. du 18 novembre 2008.

corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

- sur le plan du respect des droits humains: la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail<sup>4</sup> consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.

#### **1.4. Règles régissant le marché**

- Sont e.a. d'application au présent marché public :
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics<sup>5</sup> ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services<sup>6</sup>
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques<sup>7</sup> ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics<sup>8</sup> ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics ;
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be), le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

---

<sup>4</sup> <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>.

<sup>5</sup> M.B. 14 juillet 2016.

<sup>6</sup> M.B. du 21 juin 2013.

<sup>7</sup> M.B. 9 mai 2017.

<sup>8</sup> M.B. 27 juin 2017.

## 1.5. Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par l'intervention Manager de l'intervention DEPOMI mise en œuvre par Enabel Maroc ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécification technique: une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice ;

BAFO : Best And Final Offer ;

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché ;

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

## **1.6. Confidentialité**

### **1.6.1. Traitement des données à caractère personnel**

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

### **1.6.2. Confidentialité**

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'Enabel : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

## **1.7. Obligations déontologiques**

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et



s'engage à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

Toute offre sera rejetée ou tout contrat (marché public) annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de « frais commerciaux extraordinaires ». Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

Les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

## **1.8. Droit applicable et tribunaux compétents**

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. L'adjudicataire peut s'adresser à l'adresse email [complaints@enabel.be](mailto:complaints@enabel.be) cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes>.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

## 2. Objet et portée du marché

### 2.1. Nature du marché

Le présent marché est un marché de services.

### 2.2. Objet du marché

Ce marché de services consiste en des prestations relatives à « **la réalisation d'une étude de faisabilité du Centre régional d'Orientation et d'Accompagnement des Migrants COAM** », conformément aux conditions du présent CSC.

### 2.3. Lots

Le marché est composé d'un seul lot indivisible.

### 2.4. Postes

Ce marché comprend trois postes correspondant aux trois phases suivantes :

N° Phase	Désignation
1	Réalisation d'une étude de benchmark fonctionnel portant sur deux volets : <ul style="list-style-type: none"><li>- Un volet à l'échelle internationale et concernera une analyse des expériences de minimum 3 pays dans 3 continents, et portera sur les principaux défis liés à l'élaboration de politique régionale en matière d'information/sensibilisation, d'accueil et d'accompagnement de la diaspora et des ressortissants des pays tiers ;</li><li>- Un volet national et portera sur les modèles nationaux en matière de gestion des centres sociaux.</li></ul>
2	Elaboration d'un projet de mise en place d'un centre de services partagé
3	Elaboration d'un plan d'action de l'offre régionale de services aux migrants

Ces postes seront groupés et forment un seul marché. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes du marché.

### 2.5. Durée du marché

Le marché débute le lendemain de la notification de l'attribution et a une durée de 4 mois.

Le délai d'exécution démarrera le lendemain ouvrable de la réunion de cadrage, et durera au maximum trois (3) mois.

### 2.6. Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre. Les variantes sont interdites.

## 2.7. Quantité

Les quantités sont fixées à 70 jours de travail.

## 3. Procédure

### 3.1. Mode de passation

Procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1°, a) de la loi du 17 juin 2016.

### 3.2. Publication

Ce marché est publié sur le site Web [www.tanmia.ma](http://www.tanmia.ma)

### 3.3. Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par Mme Khadija BIJA, Experte contractualisation et administration. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusqu'à 5 jours avant la date limite de réception des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées exclusivement par écrit à Khadija BIJA ([khadija.bija@enabel.be](mailto:khadija.bija@enabel.be)), il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception.

Lorsque celles-ci entraînent un complément ou une rectification, l'aperçu de ces questions-réponses sera disponible sur le site internet [www.tanmia.ma](http://www.tanmia.ma).

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le CSC est accessible gratuitement à l'adresse internet suivante : [www.tanmia.ma](http://www.tanmia.ma).

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le CSC qui sont publiées sur le site web de Tanmia. Il lui est vivement conseillé de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

### 3.4. Offre

#### 3.4.1. Données à mentionner dans l'offre

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales

ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

### **3.4.2. Durée de validité de l'offre**

Les soumissionnaires restent liés par leurs offres pendant un délai de 120 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, la validité de l'offre sera traitée lors des négociations.

### **3.4.3. Détermination des prix**

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en Dirhams marocains.

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie que le prix global est forfaitaire et couvre l'ensemble des prestations du marché ou chacun des postes de l'inventaire.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

### **3.4.4. Eléments inclus dans le prix**

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix :

- Les honoraires et les per diem (le per diem couvre le logement, les repas et les frais divers) ;
- la gestion administrative et le secrétariat ;
- le déplacement, le transport et l'assurance ;
- la documentation relative aux services,
- la fourniture de documents ou de pièces liés à l'exécution y inclus les supports de formation utilisés (papiers et numériques) ;
- la formation nécessaire à l'usage ;
- le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
- les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés ;
- les taxes et impôts d'application au Maroc y compris les retenues à la source à l'exception de la TVA.

Mais également les frais de communication (internet compris), tous les coûts et frais de personnel ou de matériel nécessaires à l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires à l'exécution du marché.

### **3.4.5. Introduction des offres**

Le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre pour ce marché.

Le soumissionnaire introduit son offre en un seul document sous forme d'un **fichier PDF exclusivement** à l'adresse email suivante : [khadija.bija@enabel.be](mailto:khadija.bija@enabel.be) . L'offre doit être transmise en un seul fichier PDF, et non morcelée en une multitude de fichiers.

L'offre transmise par email doit au minimum comporter une signature manuscrite scannée ou une signature électronique simple sur le formulaire d'offre. Le cas échéant, l'original des documents de l'offre sera exigé avant ou après l'attribution du marché.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'il lui revient de transmettre une offre électronique exploitable, c'est-à-dire une offre en mesure d'être ouverte et lisible par le pouvoir adjudicateur. Seul le format PDF est autorisé et accepté. Si l'offre électronique était transmise sous un autre format que le PDF et/ou ne pouvait être exploitée, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de rejeter une telle offre pour irrégularité substantielle. Le dépôt de l'offre en mains propres ou par voie postale dans les bureaux de Enabel est interdit.

L'offre doit être reçue à l'adresse électronique citée ci-dessus **au plus tard le 14 décembre 2022**. Un accusé de réception sera transmis au soumissionnaire.

Toutes les offres doivent être reçues avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Les offres transmises après la date limite de réception des offres seront rejetées.

**Attention : Après envoi de votre offre par email, vous devez vous assurer que votre offre a bien été transmise à l'adresse email indiquée en contactant le numéro suivant : 06.66.14.69.71.**

Il vous appartient de prendre toutes les dispositions utiles pour que votre offre parvienne à l'adresse email indiquée dans les délais impartis. Une offre arrivée tardivement ne sera pas prise en considération. Il vous est donc vivement déconseillé de transmettre votre offre au dernier moment.

### **3.4.6. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite**

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut être communiqué via un moyen électronique contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

## **3.5. Sélection des soumissionnaires**

### **3.5.1. Motifs d'exclusion**

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges, dans la Déclaration sur l'honneur relative aux motifs d'exclusion, que le soumissionnaire doit signer et joindre à son offre.

Outre la déclaration sur l'honneur, le soumissionnaire joint également à son offre les documents suivants :

- 1- Un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) ;
- 2- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales (attestation CNSS) ;

- 3- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes (attestation fiscale) ;
- 4- Un document attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite.

Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de six mois par rapport à la date ultime de dépôt des offres.

### **3.5.2. Critères de sélection**

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer qu'il est suffisamment capable, du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public.

Pour être sélectionné, le soumissionnaire doit proposer une équipe de trois consultants (1 consultant par expertise) disposant des qualifications minimales suivantes. Les consultants proposés sont ceux qui seront affectés à l'exécution du présent marché.

- Consultant 1 Chef de mission :
  - Titulaire d'un doctorat en économie, droit, sciences politiques, sociologie, études migratoires, ou autres disciplines proches de la mission ;
  - Avoir réalisé minimum 5 prestations sur les questions de gouvernance et planification territoriale et stratégique (régionalisation avancée, politiques publiques, stratégies nationales, coopération internationale) dont au moins 2 doivent être justifiées par des attestations de bonne exécution ;
  - Minimum 5 expériences de travail dans l'animation d'ateliers de facilitation au profit des acteurs institutionnels ;
  - Parfaite maîtrise du français et de l'arabe à l'oral et à l'écrit.

Pour analyser ce critère, le soumissionnaire doit remettre :

- Le CV du chef de mission proposé,
- La Liste des principaux services réalisés en lien avec les exigences citées ci-dessus,
- 2 Attestations de bonne exécution liée à son expérience en matière de gouvernance et planification territoriale & stratégique

- Consultant 2 : Expert en migration et développement
  - Formation académique (minimum bac+5) en droit, économie & gestion, sciences politiques, sociologie, études migratoires, ou autres disciplines proches de l'expertise demandée ;
  - Avoir réalisé minimum 5 prestations dans le développement social, dont minimum 3 expériences de travail sur les questions migratoires. Sur les 5 prestations, minimum 2 doivent être justifiées par des attestations de bonne exécution ;
  - Minimum trois expérience en animation et facilitation d'ateliers au profit des acteurs institutionnels ;
  - Parfaite maîtrise du français et de l'arabe à l'oral et à l'écrit.

Pour analyser ce critère, le soumissionnaire doit remettre :

- Le CV du consultant expert en migration et développement proposé,
- Liste des principaux travaux réalisés en lien avec les exigences citées ci-dessus,
- 2 Attestations de bonne exécution relatives aux travaux liés au développement social et questions migratoires.

- Consultant 3 : Expert en management des organisations

- Formation académique (minimum bac+5) en droit, économie & gestion, sciences politiques, ou autres disciplines proches de l'expertise demandée ;
- Avoir réalisé ou contribué à la réalisation de minimum 5 études de faisabilité en appui aux organisations dont minimum 2 doivent être justifiées par des attestations de bonne exécution ;
- Minimum trois expériences de travail en lien avec le cadre institutionnel marocain (attributions, missions, prérogatives... des acteurs) ;

Pour analyser ce critère, le soumissionnaire doit remettre :

- Le CV du consultant expert en management des organisations proposé,
- Liste des principaux travaux réalisés en lien avec les exigences citées ci-dessus,
- 2 Attestations de bonne exécution relatives aux services liés aux études de faisabilité en appui aux organisations.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection ci-dessus sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous (voir point : 3.6.2), dans la mesure où ces offres sont régulières.

Une même personne peut correspondre à plusieurs des profils précités. De ce fait, le soumissionnaire peut proposer une personne par profil ou une seule personne pour plusieurs profils.



**Par ailleurs, un soumissionnaire ne peut pas proposer plus qu'une personne pour le même profil. L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que les CVs proposés de plus ne seront pas pris en compte dans le processus d'évaluation.**

## 3.6. Evaluation des offres

### 3.6.1. Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle. Les offres irrégulières seront rejetées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

Dans une seconde phase, les offres régulières seront examinées par une commission d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés dans le présent cahier spécial des charges et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées.

Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier à **3 offres au maximum**.

Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présenté, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas l'offre initiale vaut comme offre définitive.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO (meilleure offre définitive). Après la clôture des négociations, les BAFO seront confrontées aux critères d'exclusion, aux critères de sélection ainsi qu'aux critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après) sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

### 3.6.2. Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira la BAFO régulière qu'il juge la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

#### Critère 1 : La méthodologie et le planning proposés pour la réalisation des prestations demandées (60 points) :

L'évaluation de la méthodologie proposée portera notamment sur :

- ✓ La compréhension du soumissionnaire du besoin exprimé dans les TDR, (10 points),
- ✓ L'approche et outils à adopter pour la réalisation des différentes phases de la mission, et devant aboutir à l'atteinte des résultats escomptés et à la production des livrables attendus, (30 points),
- ✓ Le calendrier d'exécution des différentes phases de la mission, (10 points),
- ✓ La répartition des tâches entre les consultants affectés à la mission (10 points).

#### Critère 2 : Le prix global (40 points) :

La note à attribuer aux offres financières sera faite selon la formule suivante :  $N_f = (M_n/M) \times 40$  dans laquelle :

M<sub>n</sub>= Montant de l'offre financière la moins-disante

M= Montant de l'offre financière considérée,

N<sub>f</sub>= Note financière



Pour que son offre soit régulière, le soumissionnaire doit obtenir une note totale de minimum 40/60 pour le critère d'attribution 1, à savoir la méthodologie et planning de réalisation, ainsi que la répartition des tâches entre les différents experts affectés à la mission. Une offre qui ne remporterait pas une note de minimum 40/60 pour ce critère sera donc écartée de la participation au marché.

### 3.6.3. Cotation finale

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur corresponde à la réalité.

### 3.6.4. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière présentant le meilleur rapport **Qualité/Prix**.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la Loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

### 3.6.5. Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par courrier électronique.



Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- La BAFO approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- Le courrier électronique portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

## 4. Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Les dérogations sont mentionnées au point 1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution.

### 4.1. Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Larbi AIT TOUMACH, Intervention Officer animation et coordination régional-Région de Souss-Massa : [larbi.aittoumach@enabel.be](mailto:larbi.aittoumach@enabel.be) ,

Le fonctionnaire dirigeant est la personne chargée de la direction et du contrôle de l'exécution du marché. Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à signer les avenants ou à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

### 4.2. Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers. L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire de services s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf cas de force majeure. Les personnes mentionnées ou leurs remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

### **4.3. Confidentialité (art. 18)**

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toute autre personne intervenant, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmises à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenantes directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;
- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

## **4.4. Protection des données personnelles**

### **4.4.1. Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur**

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

### **4.4.2. Traitement des données personnelles par l'adjudicataire**

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

## **4.5. Droits intellectuels (art. 19 à 23)**

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

## **4.6. Cautionnement (art.25 à 33)**

Si le montant du marché est inférieur à 50.000 € htva, aucun cautionnement ne sera requis.

En revanche, si le montant du marché est supérieur à 50.000 € htva, le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège

social se situe dans un autre pays que la Belgique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : [https://finances.belgium.be/sites/default/files/01\\_marche\\_public.pdf](https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf) (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail [info.cdcdck@minfin.fed.be](mailto:info.cdcdck@minfin.fed.be)

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur:

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos

compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

#### **4.7. Conformité de l'exécution (art. 34)**

Les prestations doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, elles répondent en tous points aux règles de l'art.

#### **4.8. Modifications du marché (art. 37 à 38/19)**

##### **4.8.1. Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)**

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutées déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement. Les prestations exécutées par l'adjudicataire initial feront l'objet d'un PV de réception.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

##### **4.8.2. Révision des prix (art. 38/7)**

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

##### **4.8.3. Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)**

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours

ouvrables ou en jours de calendrier ;

- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur influence sur le déroulement et le coût du marché.

#### **4.8.4. Circonstances imprévisibles**

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

#### **4.9. Réception technique préalable (art. 42)**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à n'importe quel moment de la prestation de demander au prestataire de services un rapport d'activité (réunions tenues, personnes rencontrées, résumé des résultats, problèmes rencontrés et problèmes non résolus, déviation par rapport au planning et déviations par rapport aux TdR...).

#### **4.10. Modalités d'exécution (art. 146 es)**

##### **4.10.1. Conflits d'intérêts (art. 145)**

Toute constatation par le pouvoir adjudicateur d'une infraction aux prescriptions prises en vertu de l'article 6 de la loi peut entraîner la nullité du marché.

##### **4.10.2. Délais et clauses (art. 147)**

Les services doivent être exécutés en 70 jours de travail étalés sur un délai d'exécution de 3 mois. Le délai d'exécution démarrera le lendemain ouvrable de la réunion de cadrage, et durera au maximum trois (3) mois. Les jours de fermeture de l'entreprise du prestataire de services pour les vacances annuelles ne sont pas inclus dans le calcul.

La durée du marché quant à elle est de **4 mois**.

##### **4.10.3. Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)**

Les services seront exécutés dans la région de Souss-Massa et au bureau du prestataire de services.

##### **4.10.4. Égalité des genres**

Conformément à l'article 3, 3° de la loi du 12 janvier 2007 "Gender Mainstreaming" les marchés publics doivent tenir compte des différences éventuelles entre femmes et hommes (la dimension de genre). L'adjudicataire doit donc analyser en fonction du domaine concerné par le marché, s'il existe

des différences entre femmes et hommes. Dans le cadre de l'exécution du marché, il doit par conséquent tenir compte des différences constatées.

La communication devra lutter contre les stéréotypes sexistes en termes de message, d'image et de langue, et tenir compte des différences de situation entre les femmes et les hommes du public cible.

#### **4.10.5. Tolérance zéro exploitation et abus sexuels**

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

#### **4.11. Vérification des services (art. 150)**

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un message e-mail, qui sera confirmé par la suite au moyen d'une lettre recommandée. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par envoi recommandé ou envoi électronique assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

#### **4.12. Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)**

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Les services qui ne satisfont pas aux clauses et conditions du marché ou qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art sont recommencés par le prestataire à ses propres frais, risques et périls.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

#### **4.13. Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155)**

Le défaut du prestataire de services ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de services d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au prestataire de services une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de

cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

#### **4.13.1. Défaut d'exécution (art. 44)**

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

#### **4.13.2. Amendes pour retard (art. 46 et 154)**

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

#### **4.13.3. Mesures d'office (art. 47 et 155)**

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de



constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

## **4.14. Fin du marché**

### **4.14.1. Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)**

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant.

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la liste des services prestés ou de la facture. A l'expiration du délai de trente jours qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de la totalité des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception ou de refus de réception du marché.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, il appartient au prestataire de services d'en donner connaissance par lettre recommandée au fonctionnaire dirigeant et de demander, par la même occasion, de procéder à la réception. Dans les trente jours qui suivent le jour de la réception de la demande du prestataire de services, il est dressé selon le cas un procès-verbal de réception ou de refus de réception.

La réception visée ci-avant est définitive.

Dans le cadre du présent marché, il est prévu une réception au terme de chaque phase, à la validation des livrables y afférents.

### **4.14.2. Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)**

L'adjudicataire envoie les factures (en deux exemplaires) à l'adresse suivante :

**Enabel – Projet DEPOMI**

**73 Avenue Fal Ould Oumeir, 3<sup>ème</sup> Etage**

**Agdal, Rabat – Maroc**

Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de la fin de la vérification et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession des factures régulièrement établies et des livrables validés.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en ***Dirhams marocains***.

Le présent marché est exonéré de la TVA conformément à l'article 92, paragraphe (23) du code général des impôts du Maroc.

Afin que Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA dans les plus brefs délais, deux exemplaires originaux de la facture proforma en TTC seront transmis dès la notification de la conclusion du marché.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception provisoire partielle et définitive des prestations.

Le paiement sera effectué en trois tranches. Les tranches de paiement sont les suivantes :

- Tranche 1 : Paiement du nombre de jours de travail prévu pour la phase 1 après réception et acceptation des livrables y afférents,
- Tranche 2 : Paiement du nombre de jours de travail prévu pour la phase 2 après réception et acceptation des livrables y afférents,
- Tranche 3 : Paiement du nombre de jours de travail prévu pour la phase 3 après réception et acceptation des livrables y afférents.

#### **4.14.3. Litiges (art. 73)**

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra également être envoyée à l'adresse suivante :

Agence Belge de développement s.a.

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

## 5. Termes de référence

### Réalisation d'une étude de faisabilité du Centre régional d'Orientation et d'Accompagnement des Migrants COAM

#### 5.1. Contexte global

La politique migratoire au Maroc a connu un changement depuis 2013 pour devenir une politique plus globale avec deux stratégies distinctes, mais en même temps complémentaires à savoir la Stratégie Nationale en faveur des Marocains du Monde (SNMRE) et la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA). En effet, le Maroc s'est transformé progressivement d'un pays d'émigration pour devenir depuis une vingtaine d'années un pays de transit, mais aussi d'installation d'une population étrangère de plus en plus importante.

Dans cette optique, la régionalisation des deux stratégies est devenue une priorité dans l'agenda publique : elle vise à mettre en place un cadre participatif et inclusif dans chaque territoire avec une implication des collectivités territoriales et des services déconcentrés afin de produire une politique régionale adaptée aux réalités migratoires du territoire. Cette régionalisation de la politique migratoire se pose aussi en termes de choix de mécanismes de coordination entre les acteurs et de degré d'implication afin de construire une gouvernance locale basée sur les principes des droits des personnes migrantes.

En effet, La réforme territoriale par la mise en place de la régionalisation avancée adoptée par le Maroc en 2015 et instaurée par la Loi Organique 111.14 et la nouvelle architecture institutionnelle a donné plus d'attributions et de compétences aux différents niveaux territoriaux, d'une part en renforçant le rôle des Conseils des régions et des autres collectivités territoriales, et d'autre part à travers la charte de la déconcentration adoptée en 2019 qui vise l'efficacité et l'efficacité de l'action publique et qui permettra la mise en place d'une politique d'attractivité territoriale qui ciblera la diaspora pour investir dans la région.

Consciente de l'importance de la migration dans le développement économique de la région et la nécessité d'intégration des personnes migrantes dans les tissus économique et social locaux, la région Souss-Massa s'est fortement intéressée à ce chantier notamment par son intégration dans le Plan de Développement régional (PDR 2015/2021) en tant que projet phare parmi les 25 projets prioritaires de cette stratégie régionale. La Région Souss Massa est en phase d'élaboration de son Nouveau PDR pour le mandat 2022/2027 dans lequel une grande priorité sera donnée à la dimension Migration et développement du territoire.

Afin de déployer les politiques migratoires au niveau régional, la Région Souss-Massa, en partenariat avec l'Université Ibn Zohr, a adopté sa stratégie migratoire spécifique à son territoire. Pour assurer la déclinaison de cette stratégie, la région a mis en place un service « Migration et développement » pour le pilotage et le suivi des différents projets et dynamiques de la migration et la coordination des actions avec les différents partenaires.

La présente prestation s'inscrit dans le cadre du projet déploiement des politiques migratoires au niveau régional DEPOMI et plus particulièrement sont résultat 2 relatif à la gouvernance et la planification territoriale de la migration est mise en œuvre au niveau de la région de Souss-Massa.

## 5.2. Le projet DEPOMI

Le projet « Déploiement des politiques migratoires au niveau régional - DEPOMI » est financé par l'UE et mis en œuvre par Enabel, l'Agence belge de développement, en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Département des MRE.

Le projet, qui intervient sur les territoires de Souss-Massa, l'Oriental et Béni Mellal – Khénifra en partenariat avec les Conseils et les Wilayas des trois régions, vise à intégrer progressivement la dimension migratoire dans les politiques et stratégies publiques aux niveaux national et local au Maroc, et s'articule autour de cinq résultats suivants :

1. Le Ministère en charge de la migration coordonne et capitalise les interventions en coopération avec les régions.
2. La gouvernance et la planification stratégique de la migration sont mises en œuvre au niveau régional.
3. L'intégration progressive des migrants au niveau économique et social est favorisée.
4. La mobilisation des MRE pour contribuer au développement territorial des régions est facilitée.
5. La mobilité est favorisée au niveau de chaque région.

Dans le cadre du 2<sup>ème</sup> résultat, le projet DEPOMI a pour ambition d'appuyer l'intégration et l'opérationnalisation du volet migration dans la planification locale des trois régions, à travers l'appui à l'élaboration d'une feuille de route pour la territorialisation des deux politiques migratoires marocaines.

Dans ce sens, le projet DEPOMI procède, au profit de la région Souss Massa et conformément aux orientations du conseil, à une mise en concurrence pour sélectionner un prestataire de service pour réaliser une étude de faisabilité du centre d'orientation et d'accompagnement des migrants « COAM ».

## 5.3. Description des prestations

### 5.3.1. Objectifs de la mission

Sous la supervision du projet DEPOMI, le prestataire de services aura pour mission la réalisation d'une étude de faisabilité du Centre régional d'Orientation et d'Accompagnement des Migrants de Souss-Massa « COAM ».

Ce centre qui représente l'une des recommandations et propositions de la stratégie migratoire de la région Souss-Massa, élaborée en partenariat avec l'Université Ibn Zohr. Cette stratégie dévoilée récemment en faveur des acteurs régionaux et les partenaires techniques et financiers lors d'une rencontre régionale, le 28 et 29 juin 2022. Ce centre a pour vocation d'être un espace dédié aux migrants au niveau de la région (Mdm, immigrés, réfugiés, migration interne...) afin de leur fournir un ensemble de services adaptés à leurs besoins.

L'objectif de l'étude est de doter le Conseil de la région d'une feuille de route pour la conception du COAM. Pour ce faire, l'étude de faisabilité doit définir d'une manière opérationnelle :

- la mission, vision, et valeurs,
- la nature de collaborations et de partenariats à mettre en place pour favoriser la continuité et la qualité des prestations pour les usagers (les relations à entretenir avec les différents acteurs régionaux dans le cadre d'une offre régionale dédiée aux migrants).

- Le mode de financement et de gestion,

### 5.3.2. Résultats attendus

Les résultats de la prestation sont les suivants :

#### 1. Réaliser une étude de Benchmark fonctionnel sur les centres d'accueil pour migrants

Le Benchmark doit se faire à deux niveaux :

##### a. Un benchmark au niveau international

L'objectif de cette étude de benchmark est d'analyser les principaux défis liés à l'élaboration d'une politique régionale en matière d'information/sensibilisation, d'accueil et d'accompagnement de la diaspora et des ressortissants des pays tiers et qui peuvent inspirer la région de Souss-Massa dans la conception de sa politique régionale dédiée aux MRE originaire de la région, et les ressortissants des pays tiers « RPT » installés ou en transit dans la RSM.

L'étude de benchmark doit contenir :

- une partie descriptive des défis et du contexte politique et institutionnel en matière de stratégie d'accueil et d'accompagnement de la diaspora nationale,
- une partie analytique avec des actions et/ou bonnes pratiques déjà implémentées ailleurs, qui contient la description avec les objectifs, les partenaires impliqués, la durée de l'action, solutions techniques, conditions préalables, faisabilité, ainsi que les principales recommandations et leçons tirées par les gouvernements locaux et collectivités territoriales en matière de politique régionale dédiée aux ressortissants de leur région.

##### b- Une étude sur les modèles nationaux en matière de gestion des centres sociaux

Pour ce niveau, le prestataire sera amené à faire ressortir les bonnes pratiques au niveau national, mais aussi régional de gestion des établissements sociaux ainsi que l'analyse des prestations envers leurs usagers, en particulier les centres pour les populations vulnérables, mais aussi la pratique de la fondation Mohamed V pour la solidarité en matière d'accueil des MRE en transit ou de retour et la maison des MRE à Tiznit. Ce travail permettra d'identifier les meilleures pratiques en termes d'organisme gestionnaire de centres, des modes de fonctionnement et de gestion interne transposables au COAM ainsi que les complémentarités avec les centres sociaux existants dans la région.

#### 2. Elaboration d'un projet de mise en place d'un centre de services partagé

La réalisation de l'étude doit mettre l'accent sur trois composantes qui définiront le contenu du projet du centre, à savoir :

- **Identification des caractéristiques et des besoins des usagers** : Il sera nécessaire de décrire les caractéristiques de la population accueillie : âge, genre, statut, origines géographiques, problématiques... Ce travail va permettre d'identifier l'écart existant entre l'habilitation du centre et la population accueillie ; il sera aussi une occasion de repérer objectivement les évolutions de la population accueillie. Dans ce sens, le soumissionnaire est amené à démontrer dans sa note méthodologique, l'approche, les techniques et les outils à déployer ainsi que les acteurs à impliquer/ mobiliser pour la réalisation de cette partie de la consultation. Dans ce sens, le soumissionnaire est amené à démontrer dans sa note méthodologique, l'approche et les outils à déployer ainsi que les acteurs à impliquer/ mobiliser pour la réalisation de cette partie de la consultation .
- **Déterminer la vision, les missions, les valeurs et les buts du centre** : Cette phase détermine la qualité et l'utilité du projet du centre. Pour la mission, il sera nécessaire d'identifier le

cadre juridique dans lequel l'établissement peut s'inscrire en mettant en exergue les différentes possibilités de modes de gestion.

Une concertation avec la wilaya et le conseil de la région SM est indispensable à ce stade sur les orientations générales par rapport à la mise en place de ce centre sur la base de l'étude réalisée par l'université Ibnou Zohr et les meilleures pratiques identifiées dans la phase précédente (Benchmark).

- **Proposition des prestations de services, de l'organisation du centre, des collaborations et partenariats :** Identifier les prestations de services que peut offrir le centre en harmonie avec les services rendus par les autres acteurs territoriaux notamment, la maison des MRE à Tiznit, les Bureaux d'Accueil et d'Orientation des Migrants au niveau des communes, ... ( en essayant d'apporter des réponses aux questions telles que : quels sont les services rendus, en quoi ils répondent aux missions et aux besoins des usagers,...), ainsi qu'une proposition pour le financement et l'organisation du centre avec un focus sur les ressources matérielles et humaines qui seront allouées au centre (ressources humaines, effectifs nécessaire, temps de travail, organigramme, ....) et identification de l'organisme gestionnaire qui s'occupera de la gestion quotidienne du centre d'accueil.

Il sera aussi nécessaire de proposer des scénarios de fonctionnement et cela à travers l'identification de la manière dont seront utilisés les ressources en mettant l'accent sur les procédures d'accueil, documents de prise en charge des MRE en situation vulnérable, etc.

### **3. Elaboration d'un plan d'action de l'offre régionale de services aux migrants**

L'objectif est de produire un plan d'action régional budgétisé coordonnant toutes les offres dédiées aux MRE et les RPT de la région afin d'avoir un maillage territorial impliquant tous les acteurs régionaux et permettant au centre de services de disposer des partenariats nécessaires pour réaliser sa mission et éviter les doublants et les chevauchements en matière de prestation de services. Ainsi, pour réaliser cet objectif, deux étapes importantes seront nécessaires :

- Identifier et cartographier les services fournis par les acteurs territoriaux (organismes publics et tissu associatif,) à travers la recherche documentaire et sur la base des entretiens et les focus groups réalisés ;
- Elaboration d'un plan d'action et de convergence des actions d'accueil et d'accompagnement des migrants au niveau du territoire, afin d'élaborer une politique territoriale dédiée aux migrants, adaptée à la région, coordonnée par la Wilaya, le conseil de la région et le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des MRE – département des MRE.

#### **5.3.3. Prestations à fournir**

Le prestataire sélectionné sera amené à fournir les prestations suivantes :

- Réaliser une étude de Benchmark sur les pratiques, projets de centres et de politiques territoriales et régionales en matière d'accueil, d'accompagnement et de gestion de centres pour les migrants, (Minimum 3 pays dans 3 continents),
- Etudier les bonnes pratiques des modèles des centres sociaux équivalant au niveau national,
- Organiser des focus groups et des entretiens individuels avec les acteurs territoriaux et nationaux,
- Etudier la faisabilité technique, juridique, administrative et financière du centre,
- Elaborer un plan d'action régional d'offre territoriale de services pour les migrants,
- Animer un atelier de restitution des résultats de l'étude avec la région et les acteurs et


partenaires territoriaux du projet en particulier la Wilaya et le ministère, les services déconcentrés de l'Etat, ainsi que la société civile.

#### 5.3.4. Phasage de la mission et livrables

Le phasage de la mission et les livrables attendus sont les suivants :


**Phase 1 :** Réalisation de Réaliser une étude de Benchmark ;

 **Livrables :**

-  Rapport de benchmarking sur les politiques d'accueil des Migrants et des modèles de centres sociaux au Maroc




**Phase 2 :** Elaboration du projet de mise en place d'un centre de services partagé ;

 **Livrables :**

-  Projet de mise en place du COAM.

**Phase 3 :** Elaboration d'un plan d'action de l'offre régionale de services dédiés aux migrants

 **Livrables :**

-  Plan de déploiement des actions de l'offre de services régionale intégrée ;
-  Une synthèse de l'étude ;
-  Note de cadrage et compte rendu de l'atelier de restitution.

#### 5.3.5. Méthodologie

Le soumissionnaire est invité à soumettre une note méthodologique permettant de cadrer les activités envisagées pour atteindre les objectifs fixés.

Durant le déroulement de la mission, il est important de prendre en considération l'implication des acteurs cités ci-dessous d'une manière participative dans la réalisation de la mission :

- Le Conseil de la région de Souss-Massa ;
- La Wilaya de la région de Souss-Massa ;
- Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des MRE – département des MRE ;
- Les Maisons des MRE et des Affaires de la migration de Tiznit ;
- Le centre régional d'investissement (CRI) ;
- La caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)
- CRDH
- L'ONG Migration et Développement– bénéficiaire de subside ;
- L'équipe du projet DEPOMI.

La nature de la consultation, qui nécessite un large travail de recherche, d'analyse et d'inspection théorique et pratique, doit insister sur les points suivants :

- Proposer des pays qui disposent d'une politique ou stratégie envers les ressortissants de leur pays similaire au Maroc en matière d'accueil et d'accompagnement régional de leurs populations,
- Proposer des modèles d'action de collectivités territoriales ou de gouvernement locaux en matière d'accueil et d'accompagnement de leur diaspora,
- Proposer des scénarii (3) de mode de gestion et de fonctionnement du COAM.

- Proposer des fiches techniques complètes avec assez d'informations et une bonne analyse pour montrer le caractère innovant de l'action dans chaque pays, en justifiant le choix de chaque pays et la valeur ajoutée de l'action en question, et expliquer le mode de sa duplication dans une certaine mesure au niveau de la région de Souss-Massa.

### **5.3.6. Déroulement et suivi de la mission**

Une réunion de cadrage sera tenue avant le début d'exécution de la mission et aura pour objectif de :

- Finaliser/ adapter si nécessaire la proposition du prestataire,
- Arrêter le calendrier d'exécution et fixer une date de démarrage,
- Cadrer les objectifs de la mission et son périmètre

Le suivi et le cadrage de la mission sera assuré par un comité de suivi composé du représentant du projet DEPOMI et représentants de ses partenaires. La coordination de ce comité sera assurée par le fonctionnaire dirigeant M. Larbi AIT TOUMACH, qui suivra le déroulement de la mission, et sera responsable de soutenir, d'orienter, de cadrer le travail de la mission et d'en valider les livrables.

Le prestataire assistera aux réunions de cadrage et de validation des différents livrables prévues dans le cadre de la mission. Il prendra par la suite les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre des recommandations et décisions qui en découleront.

### **5.4. Profils recherchés**

Cette mission de consultation devra obligatoirement être assurée par une équipe de trois consultants (un chef de mission et deux consultants), qui devra répondre aux critères et conditions repris aux points 3.5.2 "Critère de sélection".



## 6. Formulaire

### 6.1. Fiche d'identification

#### 6.1.1. Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

<b>I. DONNÉES PERSONNELLES</b>			
NOM(S) DE FAMILLE <sup>9</sup>			
PRÉNOM(S)			
DATE DE NAISSANCE			
JJ	MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE		
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
CARTE D'IDENTITÉ	PASSEPORT	PERMIS DE CONDUIRE <sup>10</sup>	AUTRE <sup>11</sup>
PAYS ÉMETTEUR			
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL <sup>12</sup>			
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
RÉGION <sup>13</sup>	PAYS		
TÉLÉPHONE PRIVÉ			
COURRIEL PRIVÉ			
<b>II. DONNÉES COMMERCIALES</b>			
Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.			
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE?  <b>OUI</b> <b>NON</b>	<b>NOM DE L'ENTREPRISE</b> <b>(le cas échéant)</b> <b>NUMÉRO DE TVA</b> <b>NUMÉRO D'ENREGISTREMENT</b> <b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT</b> VILLE      PAYS		
<b>DATE</b>	<b>SIGNATURE</b>		

<sup>9</sup> Comme indiqué sur le document officiel.

<sup>10</sup> Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

<sup>11</sup> A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

<sup>12</sup> Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

<sup>13</sup> Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

## 6.1.2. Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

<b>NOM OFFICIEL<sup>14</sup></b>				
<b>NOM COMMERCIAL</b> (si différent)				
<b>ABRÉVIATION</b>				
<b>FORME JURIDIQUE</b>				
<b>TYPE</b>	<b>A BUT LUCRATIF</b>			
<b>D'ORGANISATION</b>	<b>SANS BUT LUCRATIF</b>	<b>ONG<sup>15</sup></b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
<b>NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL<sup>16</sup></b>				
<b>NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE</b> (le cas échéant)				
<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>VILLE</b>	<b>PAYS</b>		
<b>DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>JJ</b>	<b>MM</b>	<b>AAAA</b>	
<b>NUMÉRO DE TVA</b>				
<b>ADRESSE DU SIEGE SOCIAL</b>				
<b>CODE POSTAL</b>	<b>BOITE POSTALE</b>	<b>VILLE</b>		
<b>PAYS</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>			
<b>COURRIEL</b>				
<b>DATE</b>	<b>CACHET</b>			
<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>				

<sup>14</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>15</sup> ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

<sup>16</sup> Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

### 6.1.3. Entité de droit public<sup>17</sup>

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1>

<b>NOM OFFICIEL<sup>18</sup></b>			
<b>ABRÉVIATION</b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL<sup>19</sup></b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE</b>			
<b>(le cas échéant)</b>			
<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>VILLE</b>	<b>PAYS</b>	
<b>DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>JJ</b>	<b>MM</b>	<b>AAAA</b>
<b>NUMÉRO DE TVA</b>			
<b>ADRESSE OFFICIELLE</b>			
<b>CODE POSTAL</b>	<b>BOITE POSTALE</b>	<b>VILLE</b>	
<b>PAYS</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>		
<b>COURRIEL</b>			
<b>DATE</b>	<b>CACHET</b>		
<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>			

<sup>17</sup> Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquérir et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

<sup>18</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>19</sup> Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

## 6.2. Formulaire d'offre – Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC MOR180601T-10047, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public aux prix suivants exprimés en dirhams et hors TVA :

N° prix	Désignation	Unité	Quantité forfaitaire	P.U en dhs HT	Total en dhs HT
1	Phase 1:	jour de travail	A fixer par le prestataire		
2	Phase 2:	jour de travail	A fixer par le prestataire		
3	Phase 3:	jour de travail	A fixer par le prestataire		
Nombre total des jours					70
Total en dhs Hors TVA					
Taux et Montant TVA					
Total en dhs toutes Taxes Comprises					

Pourcentage TVA : .....%.

Fait à ..... le .....

Signature manuscrite originale / nom de la personne habilitée à engager l'entité soumissionnaire :

.....

### 6.3. Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Concerne le soumissionnaire :

Domicile / Siège social :

Référence du marché public :

À l'attention de l'agence Belge de développement,

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de l'agence Belge de développement.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec l'agence Belge de développement (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le Cahier spécial des charges et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Je suis / nous sommes de même conscient(s) du fait que les membres du personnel de l'agence Belge de développement sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : *"Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus"*.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de l'agence Belge de développement, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.

- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour l'agence Belge de développement.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" avec mention du nom et de la fonction:

.....

Lieu, date

#### 6.4. Déclaration sur l'honneur (article 67. § 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juin 2016)

Déclaration sur l'honneur

Nous soussignées .....,  
Agissant en qualité (titre) ....., Pour la  
société (nom et forme juridique) ....., Déclarons sur  
l'honneur par la présente que notre société, soumissionnaire pour le marché CSC N°MOR  
180601T-10047, ne se trouve pas dans l'un des situations suivantes :

- 1) N'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir du juge a connaissance pour :
  1. Participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal
  2. Corruption telle que définie à l'article 246 du code pénal
  3. Fraude au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002
  4. Blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme
- 2) N'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- 3) N'a pas fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- 4) N'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
- 5) N'a pas commis une faute grave en matière professionnelle ;
- 6) Est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 62 de l'A.R. du 15 juillet 2011 ;
- 7) Est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'article 63 de l'A.R. du 15 juillet 2011 ;
- 8) Ne s'est pas rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles concernant sa situation personnelle, sa capacité financière et technique.

En outre, nous nous engageons à respecter les normes définies dans les conventions de base de l'organisation internationale du travail (OIT) et en particulier :

1. L'interdiction du travail forcé (convention n°29 concernant le travail forcé ou obligatoire, 1930, et n°105 sur l'abolition du travail forcé, 1957) ;
2. Le droit à la liberté syndicale (convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948) ;
3. Le droit d'organisation et de négociation collective (convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949) ;

4. L'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (convention n°100 sur l'égalité de rémunération, 1951 et n° 111 concernant la discrimination (emplois et profession), 1958) ;
5. L'âge minimum fixé pour le travail des enfants (convention n° 138 sur l'âge minimum, 1973), ainsi que l'interdiction des pires formes du travail des enfants (convention n°182 sur les pires formes du travail des enfants (convention n°182 sur les pires formes du travail des enfants, 1999).

Le non-respect des conventions susmentionnées sera donc considéré comme faute grave en matière professionnelle au sens de l'article 61, § 2,4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011

En foi de quoi, nous avons établi la présente déclaration sur l'honneur que nous jurons sincère et exact pour faire valoir ce qu'est de droit.

Fait à ....., le .....

Signature(s) :

.....

Signature manuscrite originale/ nom du représentant du soumissionnaire



## 6.5. Récapitulatif des documents à remettre

- Fiche d'identification signée (annexe 6.1);
- Formulaire d'offre – Prix complété et signé (annexe 6.2);
- Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires signée (annexe 6.3);
- Déclaration sur l'honneur signée (annexe 6.4) ;
- Un extrait du casier judiciaire au nom de son représentant (personne physique) ;
- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales (attestation CNSS) ;
- Un document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes (attestation fiscale) ;
- Un document attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite ;
- La proposition méthodologique avec calendrier d'exécution des différentes phases de la mission, y inclus la répartition des tâches entre les consultants affectés à la mission,
- Les CVs détaillés des consultants proposés mettant en exergue les expériences et qualifications recherchées telles que décrites aux points **3.5.2** du présent CSC (pages 14 et 15),
- Listes des principales prestations réalisées,
- Les attestations de référence/ bonne exécution tel que demandé au point **3.5.2**.